

NOTE D'INFORMATION N°2
Au Bureau de la Communauté
En séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET

CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE (CRTE) : INFORMATIONS SUR LES SUITES DE CONTRACTUALISATION ET ANIMATION DU DISPOSITIF DE FINANCEMENT AVEC L'ETAT - DOCUMENT REDIGÉ AVEC LA CINOR

Il est rappelé qu'une actualité forte a été observée sur notre Ile en matière de plan de Relance, dans le prolongement des démarches entreprises par le Gouvernement et l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires dépendant du ministre de la Cohésion des Territoires. Cette relance se traduit également à l'échelle européenne et du fonds FEDER (REACTue).

Pour rappel, la CINOR après échanges avec les représentants préfectoraux en 2021 (SGAR et sous-préfet à la Relance), a présenté au Conseil Communautaire du 16 décembre 2021 le cadre de relance territoriale de l'Etat avec une contractualisation proposée se traduisant par un protocole d'accord signé avec Monsieur le Préfet et l'autorisation donnée à Monsieur le Président de la CINOR pour signer ce Contrat cadre.

Les CRTE (contrats de relance et de transition écologique) formalisent les *actions-projets-opérations* d'investissements engagées par les Agglomérations et Communes avec l'Etat entre 2022 et 2026 pour toute la France et dans les collectivités ultramarines. Ce sont des contrats sur-mesure, évolutifs et globaux, par lesquels l'Etat propose une aide concrète dans la définition d'une stratégie d'action pour 5 ans et dans la mise en œuvre des projets concrets inscrits dans le projet CINOR2030 Terre d'Avenir. Ouverts à tous les ministères et opérateurs de l'Etat, ainsi qu'aux autres partenaires publics et privés intéressés, les CRTE permettent de simplifier l'accès aux financements et de prendre en compte les enjeux propres à notre agglomération, grâce à un pilotage déconcentré assuré par le Préfet ainsi que spécifiquement par le sous-préfet à la Relance/SGAR. Ils constituent des documents cadre de financement orientés 'transition écologique' mais de manière extensive dans l'appréciation des dossiers pris en considération.

Il est à nouveau souligné, dans les approches effectuées avec les services Préfectoraux, du SGAR et du Sous-préfet à la Relance ainsi qu'avec la DEAL, l'importance de la transition écologique dans les agglomérations et les territoires, qui constitue une des pierres angulaires des projets de mandats. La CINOR réitère sa volonté de vigilance et volontariste en matière de développement et de mobilités durables, de rénovation de bâtiments publics mais aussi de valorisation des déchets, de biodiversité ou pour le cycle de l'Eau à titre d'exemples.

Les autres interlocuteurs publics ou parapublics en interface avec la CINOR, sur les dispositifs d'appui à la Relance, seront la délégation territoriale de l'ADEME, l'Office Français de la Biodiversité OFB-Office de l'Eau, et les différentes directions territoriales de l'Etat.

Le document rédigé par la CINOR, constitué d'un diagnostic et des éléments de rappel des projets de la mandature CINOR2030, mais aussi de perspectives identifiées, leur financement et un calendrier sur la période 2022-2026 et les fiches actions, constituera la référence contractuelle avec l'Etat dans le cadre de France Relance, de la relance territoriale et avec les partenaires publics nationaux.

Le CRTE de la CINOR approuvé par la Communauté et transmis au représentant de l'Etat s'est donc appuyé intégralement sur le plan de mandature CINOR mais aussi en fonction d'un travail impliquant fortement de manière transversale les directions de la CINOR. Une assistance a été apportée par le bureau d'étude EGIS Conseil missionné par l'Etat, sur le volet méthodologique et d'appui à la conception financière.

Le dossier transmis, outre le diagnostic et les orientations retranscrites du projet de la CINOR, rappelle les objectifs fixés dans les différents plans et schémas validés de la Communauté, dont certains sont actuellement en cours de révision tels que : le Schéma de Cohérence Territoriale de la CINOR (SCOT) ou le Plan de Mobilités de la CINOR (PDM – ex Plan de Déplacement Urbain PDU). Le dossier fait naturellement référence au Plan Climat Air Energie Territorial de la CINOR (PCAET) approuvé en Conseil de février 2019, véritable feuille de route en matière environnementale et pour les actions liées au Climat et à la Transition Energétique pour une Croissance Verte du 17/08/2015.

Accusé de réception en préfecture
N° 249730161-2022-04-08-P-2022-2-13-71
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

Il ne contraint pas les futurs fléchages et conventionnement sur les aides européennes des programmes futurs 2021-27 ou les documents existants de type Eau DOM contrat de Progrès 2020-2024 et le Contrat CCT de Convergence Territoriale se poursuivant en 2022 avec l'Etat.

Ce CRTE constitue donc un outil de partenariat concret et opérationnel pour l'Agglomération avec l'Etat, qui correspond à la phase de Relance, de Transition Ecologique, mais aussi devant permettre de simplifier et coordonner les dispositifs de contractualisation avec l'Etat. Il se structure autour de 3 axes stratégiques prioritaires que sont la transition écologique, le développement économique, la cohésion sociale et culturelle. Ce document sera animé et associera les Communes membres et les partenaires institutionnels volontaires dans le cadre de la Relance dès 2022.

Malgré les échéances proches, et afin de maintenir une forte dynamique de relance sur le Territoire, ce contrat demeurera un cadre évolutif, souple et s'adaptant aux besoins définis par la CINOR, afin de pouvoir le compléter et l'enrichir ou le réorienter de manière annuelle. Ce document sera réévalué au terme de trois mois après la signature intervenue avec Monsieur le Président de la CINOR. Il sera ensuite modifié et amélioré avec la prise en compte de notre PPI chaque année après évaluation et débat en COPIL constitué en comité des financeurs.

Un document annexé à la présente note d'information vous est présenté. Ce document transmis dans les délais impartis au représentant de l'Etat, correspond au même cadre défini du financement contractualisé de la relance territoriale pour notre Ile, pour l'ensemble des EPCI. A ce titre, la CASUD, la CIREST, le TCO et la CIVIS ont élaboré et validé dans le même phasage ces documents.

Je vous prie de bien vouloir prendre connaissance de la présente note et du document de CRTE, Contrat de Relance et de Transition Ecologique, annexé.


Le Président,
Maurice GIRONCEL

